

# LES EXTRÊMES DROITES À L'OFFENSIVE

Coup sur coup, en deux ans, l'extrême droite a frôlé ou franchi la barre des 10 %, voire des 15 %, lors d'un scrutin national dans plusieurs Etats européens, comme la Belgique (17,1 %), la Bulgarie (12 %), la France (10 %), la Hongrie (14,8 %), les Pays-Bas (17 %) ou la Norvège (22,9 %).

En Italie, où l'Alliance nationale a rompu le cordon ombilical pour s'intégrer à la droite classique, la Ligue du Nord sécessionniste préside la Lombardie, la Vénétie et le Piémont (*lire Raffaele Laudani et Laurent Bonelli, page 20*). En Suisse, l'Union démocratique du centre, un an après l'interdiction des minarets, a convaincu 53 % des votants d'expulser tout immigrant reconnu coupable d'un « crime » - y compris d'« abus d'aide sociale »... Rien là, toutefois, d'un bloc homogène.

A l'Est, l'extrême droite hérite d'une histoire longue et spécifique (*lire Michael Minkenberg, page 22*). A l'Ouest, les néofascistes traditionnels vivent dans leurs ghettos. En revanche, les partis anti-système en quête de respectabilité, ainsi que les nouveaux venus que l'on pourrait qualifier d'ovnis - tel le Parti de la liberté néerlandais (*lire Rinke Van den Brink, page 21*) -, ont le vent en poupe.

Leur fonds de commerce se renouvelle, non sans contradictions, mais avec deux points communs : l'exploitation de la crise sociale et le rejet des musulmans (*lire ci-dessous*). Deux thèmes largement développés en France par M<sup>me</sup> Marine Le Pen, qui espère remplacer son père à la tête du Front national en janvier 2011.

## En Europe, le jeu des trois familles

**D**ÉCIDÉMENT, l'extrême droite n'est plus ce qu'elle était. Culte machiste des « hommes forts » ? La présidence du Front national (FN) reviendra sans doute à une femme – fille, il est vrai, de son fondateur... Benoît XVI rabiboche l'Eglise avec les intégristes ? Des formations longtemps arc-boutées sur la morale chrétienne défendent les droits des homosexuels et portent à leur tête des dirigeants qui s'affichent gays... Complaisance traditionnelle à l'égard de l'antisémitisme et du négationnisme ? La plupart des mouvements d'extrême droite manifestent désormais leur soutien à l'actuel gouvernement d'Israël, avant-garde de l'Occident.

Et pour cause : la dénonciation de « l'invasion musulmane » devient le principal ciment unificateur de formations qui, par ailleurs, divergent sur la mondialisation, l'Etat-nation, l'Europe, le protectionnisme, le *welfare state*, les services publics, les rapports avec les Etats-Unis... Peut-on dès lors parler de « nouvelle extrême droite européenne » ? A cette question, les meilleurs observateurs répondent – comme les jésuites, dit-on – par une question : chacun de ces termes ne contient-il pas un piège ?

« Nouveaux », ces courants ? « A l'exception du Parti [néerlandais] pour la liberté [Parti Voor de Vrijheid, PVV] de Geert Wilders, il s'agit d'anciennes formations d'extrême droite (1), assure Piero Ignazi, professeur de sciences politiques à l'université de Bologne (2). Et la démarche de celles qui tentent de s'intégrer au système en devenant respectables se heurte à leur propre tradition néofasciste. » La véritable nouveauté tient aux paradigmes propres à la période : la disparition de l'ennemi communiste, remplacé par l'ennemi islamiste, voire simplement musulman.

Comme un retour au philosophe allemand Oswald Spengler, dont *Le Déclin de l'Occident* (3), paru en 1918 et 1922, arma intellectuellement les apprentis dictateurs opposants à la république de Weimar. Sauf que la récente fortune électorale des lointains héritiers des forces noires s'inscrit dans une glissade vers la droite du spectre politique européen, aucune force alternative n'exploitant la crise de l'hégémonie du capitalisme financier mondialisé.

Même l'étiquette « extrême droite » gêne le politologue Jean-Yves Camus (4), chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), qui préfère définir ces formations comme « radicales, xénophobes et populistes ». N'accommode-t-on pas ce dernier adjectif à toutes les sauces ? « Il ne me convient pas non plus, poursuit Camus, sauf si on le définit comme la tendance à remplacer la démocratie représentative par la démocratie directe, le "bon sens populaire" ayant toujours raison face aux élites naturellement dévoyées. » Aux antipodes de cette attitude, un certain Eric Woerth assure qu'« un jour viendra où vous nous remercieriez (5) » d'avoir réformé les retraites : les 70 % de Français qui disent « non » seraient, en somme, des imbéciles ? « Elitisme et populisme sont frères jumeaux », conclut le politologue.

\* Historien et journaliste, il a codirigé avec Bertrand Badie *L'Etat du monde 2011: la fin du monde unique*, La Découverte, Paris, 2010.

## SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 20 ET 21 : L'art de gérer un legs encombrant, par Raffaele Laudani et Laurent Bonelli.

PAGE 21 : Adieu à la tolérance néerlandaise, par Rinke Van den Brink.

PAGE 22 : A l'Est, l'obsession des frontières, par Michael Minkenberg.

Dans les urnes (M. M.).



FELIX WEINOLD. – « Gloves » (Gants), 2010

Camus compare volontiers à des ovis ces dirigeants surgis de nulle part : le Néerlandais Pim Fortuyn, ex-socialiste et homosexuel affiché devenu islamophobe – il invoquait la répression, bien réelle, des gays au Proche-Orient comme d'autres les droits bafoués des femmes –, assassiné le 6 mai 2002, treize jours avant la percée de sa liste (17 %) ; le Suisse Christoph Blocher et son Union démocratique du centre (UDC), vieux parti agrarien qui, radicalisé, a atteint 29 % en 2007 ; cet étrange parti des Vrais Finnois (Perussuomalaiset), mutation anti-establishment et anti-immigrés d'une ancienne formation dont le dirigeant, M. Timo Soini, harangue maintenant le Parlement européen...

Vaut-il mieux, pour décrire l'extrême droite du Vieux Continent, user du singulier ou du pluriel ? Ignazi et Camus parlent tous deux d'une « mouvance hybride », dont les contours varient d'un parti à l'autre selon les spécificités des Etats, leurs traditions et leur paysage politique. Dès lors, la qualification d'« européenne » serait paradoxal, tant le nationalisme de droite radicale a toujours été allergique à la construction lancée par Robert Schuman et Jean Monnet il y a plus de soixante ans.

**A**VEC cette grille de lecture pour viatique, le journaliste enquêteur peut glaner d'Ouest en Est de quoi bricoler une typologie européenne pragmatique, distinguant trois grandes composantes :

– des groupes néofascistes marginaux, qui peinent à s'arracher à la nostalgie des chemises noires ou brunes, voire des divisions SS au sein desquelles leurs aïeux combattaient le « judéo-bolchevisme ». Les plus emblématiques, promis à une extinction naturelle : les Republikaner allemands, la Phalange espagnole, le Mouvement social italien Flamme tricolore (MSI) ou le LAOS, Alarme populaire orthodoxe (religion de 98 % des Grecs) ;

– des partis anti-système, qui, depuis les années 1990, s'efforcent, chacun à sa manière, de rompre le « cordon sanitaire » derrière lequel la droite dite républicaine les isolait, afin de conquérir leur place au soleil ;

– et enfin, sur cet espace déserté par les « respectables », le surgissement – la politique ayant, comme la nature, horreur du vide – des ovis évoqués plus haut.

Si l'influence électorale des formations de la première composante reste limitée (elle varie de 0,1 % à 7 %), des partis se rattachant plutôt aux deux autres ont totalisé, aux européennes de 2009 ou lors d'autres scrutins récents, plus de 10 % des voix dans onze Etats : l'Autriche (FPÖ, 12,7 %), la Belgique (Vlaams Belang, 10,9 %), la Bulgarie (12 %), le Danemark (14,8 %), la France (10 % aux régionales de 2010), la Hongrie (14,8 %), l'Italie (Ligue du Nord, 10,2 %), la Lituanie (12,2 %), la Norvège (22,9 %), les Pays-Bas (17 %) et la Suisse (29 %). Cette liste omet une autre grande formation – et pour cause : l'Alliance nationale italienne est la seule à avoir radicalement rompu le cordon ombilical (lire l'article de Raffaele Laudani et Laurent Bonelli, page 20).

Pour Ignazi, « le critère principal, c'est de savoir si le parti entend rester en dehors du système – dans l'espoir de le renverser – ou s'il veut y conquérir des positions afin de le changer de l'intérieur ». A condition qu'il le puisse, autrement dit que « la droite modérée ne le ghettoïse plus ». Et le professeur de rappeler comment le Rassemblement pour la République (RPR) et l'Union pour la démocratie française (UDF) finirent, non sans mal – à quelques bruyantes exceptions près (6) –, par renoncer à s'allier au FN. « La "radicalisation", estime Ignazi, n'est le plus souvent qu'une réaction à cette ghettoïisation. A l'inverse, ceux qui mettent de l'eau dans leur vin le font parce qu'ils savent que la droite les acceptera. »

Quelque huit cents kilomètres plus au nord, Jörg Haider avait cru pouvoir remporter le même pari que son homologue italien, mais sans rien céder de son identité. Maître du Parti autrichien de la liberté (FPÖ) dès 1986, il le durcit face au gouvernement de Vienne, auquel il reprochait d'être moins efficace pour l'emploi que celui... du III<sup>e</sup> Reich ! Avec 27 % en 1999, son parti talonna les socialistes et dépassa les conservateurs, dont le chef Wolfgang Schlüssel offrit des maroquins à quelques membres du FPÖ. Haider se replia alors sur son bastion de Carinthie. Et l'inéluctable « révolte contre le père » le poussa, en 2005, à fonder la très néofasciste Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ), coupant ainsi l'extrême droite en deux – un petit tiers replié sur lui-même et deux gros ralliés au système – avant de trouver la mort en 2008, ivre au volant de sa BMW, à la sortie d'une boîte de nuit gay.

A l'heure où elle brigue la succession de son père, M<sup>me</sup> Marine Le Pen voudrait, comme Haider, réussir un parcours à la Gianfranco Fini, mais en restant fidèle à ses valeurs – à supposer qu'il soit possible de « dédramatiser » le FN sans transformer radicalement le vieux parti jusqu'à en changer le nom. Mais comment résister à la levée de boucliers des nostalgiques de Vichy et de l'empire colonial « bradé » ? En embuscade, l'autre prétendant a beau jeu de souligner les contradictions de sa rivale : pour M. Bruno Gollnisch, la polémique artificiellement gonflée sur l'« occupation » musulmane « démontre, s'il en était besoin, les limites de la stratégie dite de "dédiabolisation". Le système politico-médiatique ne saurait se satisfaire des gages qu'on lui donne. Il en veut toujours plus (...), exige que l'on courbe la tête, puis l'échine, puis que l'on se mette à genoux (7) ».

(Lire la suite page 20.)

- (1) Sauf indication contraire, les citations proviennent d'entretiens réalisés par l'auteur.  
 (2) Auteur, entre autres, de *La Fattoria degli Italiani. I rischi della seduzione populista*, Rizzoli, Milan, 2010, et de *L'Estrema Destra in Europa*, Il Mulino, Bologne, 1994.  
 (3) Réédité par Gallimard, Paris, 1948 (deux tomes).  
 (4) Coauteur du *Dictionnaire de l'extrême droite*, Larousse, Paris, 2007.  
 (5) Au Sénat, le 23 octobre 2010.  
 (6) Le 16 mars 1986, le RPR et l'UDF remportent les élections législatives et régionales, truant la présidence de vingt des vingt-deux régions métropolitaines – dont cinq avec le renfort du FN, qui obtiendra, en échange, des vice-présidences dans six régions.  
 (7) Communiqué du 12 décembre 2010.

MADRID N'EST PAS ROME

# L'art de gérer un legs encombrant

En Espagne, c'est une droite ouvertement conservatrice qui a rassemblé les nostalgiques du franquisme, tandis qu'en Italie une partie de l'extrême droite s'est respectabilisée et l'autre prône le séparatisme.

PAR RAFFAELE LAUDANI \*  
ET LAURENT BONELLI

COMMENT différencier les formations d'extrême droite de celles de droite ? Quelles sont les propriétés propres des unes et des autres, de leurs programmes, de leurs idéologies ? Omniprésentes dans les débats académiques et médiatiques, ces interrogations n'ont sans doute pas beaucoup de sens. Le découpage de la vie politique en catégories autonomes, supposées étanches, ne résiste en effet pas à l'analyse. Et néglige les enjeux proprement politiques des classements, dans lesquels « extrême droite » reste toujours plus disqualifiant que « droite nationale ».

Faire l'histoire de cette mouvance, ce n'est donc pas rechercher des caractéristiques intrinsèques à un parti, mais se donner les moyens de penser les alliances plus ou moins plausibles, les continuités plus ou moins possibles, observables nationalement ou localement. La question se pose particulièrement pour l'Espagne et l'Italie, deux Etats où l'extrême droite a exercé durablement le pouvoir, avec la dictature du général Francisco Franco (1939-1975) et celle de Benito Mussolini (1922-1943 [1]).

En Espagne, la transition démocratique laissa peu de place aux partis se revendiquant du franquisme. Ils conservent certes une influence dans les forces de sécurité, lançant même une tentative de coup d'Etat militaire le 23 février 1981. Mais ils ne pourront jamais peser électoralement, en raison notamment de l'absorption de nombre de leurs militants – et de leurs thématiques – par la principale formation de droite, l'Alliance populaire (AP). Confiée à M. Manuel Fraga, ancien ministre du tourisme et de l'information de Franco, l'AP va devenir la principale force d'opposition au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), au pouvoir de 1982 à 1996.

Rebaptisée en 1989 Parti populaire (PP) et dirigée par M. José Maria Aznar, cette formation agrége des votes allant de la droite chrétienne-démocrate aux secteurs les plus nostalgiques du franquisme. Et son gouvernement varie en fonction des alliances qu'elle

doit contracter. Plutôt libéral (privatisations et réduction des dépenses sociales) dans la coalition qu'il dirige entre 1996 et 2000, le PP prend un tournant plus conservateur une fois reconduit en 2000, cette fois à la majorité absolue.

Il s'engage résolument dans la « guerre globale contre le terrorisme », en Afghanistan, puis en Irak ; fait voter une loi restrictive sur l'entrée et le séjour des étrangers ; et interdit Batasuna (« Unité »), une formation de la gauche nationaliste basque. Il impose également une réforme rétablissant l'éducation religieuse et morale catholique dans le primaire et le secondaire.

Son retour dans l'opposition en mars 2004 ouvre une période de tension entre ceux qui souhaitent faire du PP un parti libéral traditionnel (comme le maire de Madrid Alberto Ruiz Gallardón) et les partisans d'une ligne plus dure. La nomination de M. Mariano Rajoy au poste de secrétaire général traduit une recherche d'équilibre, mais c'est du côté de ses électeurs les plus radicaux que le PP va chercher des soutiens. Il faut lire en ce sens son opposition farouche aux débats sur la guerre civile (« Certains collectifs veulent récupérer les vieux fantômes d'un passé déjà surmonté », accusait ainsi M. Ignacio González, vice-président de la communauté autonome de Madrid), voire au retrait des monuments fascistes (celui, en 2005, de la statue équestre de Franco dans le quartier Nuevos Ministerios, à Madrid, est pour les dirigeants locaux « l'acte le plus radical de l'histoire démocratique »).

Le PP va également appuyer les offensives de la hiérarchie catholique contre le mariage homosexuel (dont M. Rajoy estime qu'il « dénature

(1) Déposé et arrêté le 25 juillet 1943, Mussolini, libéré par un commando SS, présidera la république de Salò de septembre 1943 à avril 1945.



## Dans le texte

Deux thèmes majeurs ont été avancés par l'extrême droite, notamment en France : l'islam et le social.

« Alors que nous ne pensons qu'à nos retraites, à nos vacances, à nos assurances, le monde musulman produit des armées de combattants, hommes et femmes prêts à sacrifier leurs vies en tant que bombes humaines et dans la guerre. »

Oskar Freysinger, député de l'Union démocratique du centre (UDC) suisse, aux « Assises contre l'islamisation », Paris, 18 décembre 2010.

« Soit la France actuelle, rabougrie, individualiste, consumériste, soit une nouvelle France dans une Nouvelle Europe, colosse politique, économique et militaire allant de l'Atlantique jusqu'au Pacifique russe. Un bloc ethniquement homogène et donc à la stabilité garantie, espace autocentré disposant de ses propres ressources de matières premières et d'un marché suffisant pour écouler ses productions et autosuffisant d'un point de vue alimentaire. »

Jacques Bompard (avec Philippe Randa), *Les Chemins de la victoire*, Deterna, Liège, 2002.

« Cette gauche-là, celle de la défense des opprimés, des exploités, des petits patrons, des petits fonctionnaires, des petits paysans, est certainement plus éloignée de la gauche américaine des Strauss-Kahn et des Aubry que de nous ! Elle est plus proche de nous que cette droite de l'argent roi. »

Jean-Marie Le Pen, discours du 1<sup>er</sup> mai 2010, [www.frontnational.com](http://www.frontnational.com)

« J'entends de plus en plus de témoignages sur le fait que, dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, ni homosexuel, ni juif, ni même français ou blanc. »

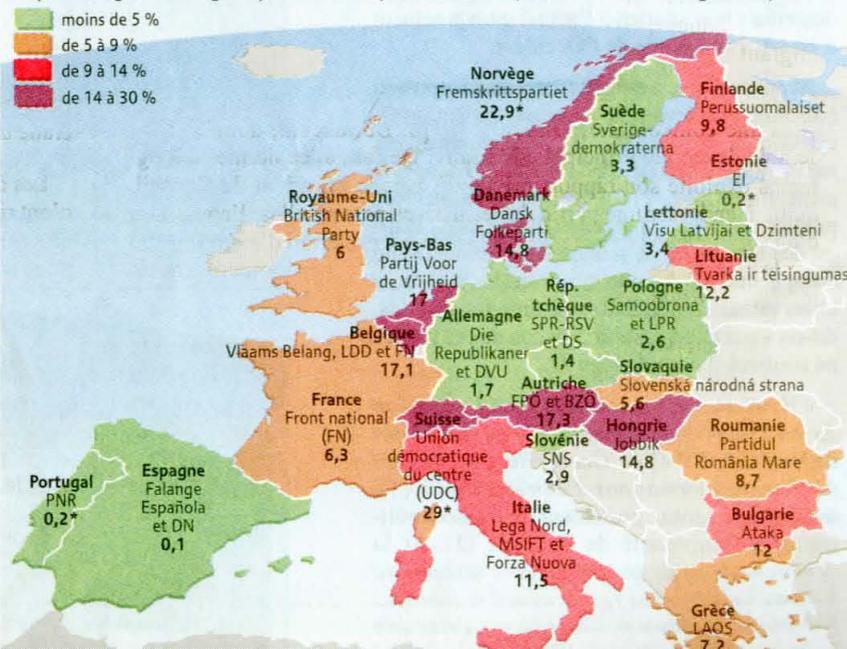
Marine Le Pen, AFP, 11 décembre 2010.

« Maintenant il y a dix ou quinze endroits où de manière régulière un certain nombre de personnes viennent pour accaparer les territoires. Je suis désolée, mais pour ceux qui aiment beaucoup parler de la seconde guerre mondiale, s'il s'agit de parler d'occupation, on pourrait en parler, pour le coup, parce que ça c'est une occupation du territoire. C'est dans une occupation de pans du territoire, des quartiers dans lesquels la loi religieuse s'applique, c'est une occupation. »

Marine Le Pen, *Le Figaro*, Paris, 11 décembre 2010.

\* Chercheur auprès du département d'histoire, d'anthropologie et de géographie de l'université de Bologne.

Résultats électoraux des partis d'extrême droite en pourcentage des suffrages exprimés aux européennes de 2009 (sauf \* : aux dernières législatives)



# Le jeu des trois familles

(Suite de la page 19.)

Du sort de l'Autrichien, l'impétrante a tiré une leçon : loin de qualifier comme lui la Waffen-SS de « *partie de l'armée allemande à laquelle il faut rendre honneur* (8) », elle entend tourner une bonne fois la page de la seconde guerre mondiale et des provocations chères à son père, comme celle qui qualifiait les chambres à gaz de « *détail de l'histoire* ».

Plus important, elle n'hésite pas à parler social aux ouvriers, dont le FN a récupéré nombre d'électeurs, tour à tour déçus par la gauche et par le sarkozysme. A l'instar de M. Le Pen qui, le 1<sup>er</sup> mai 2010, oubliant qu'il avait été autrefois ultralibéral et chantre de Ronald Reagan, défendit soudain (9) le pouvoir d'achat, la protection sociale et les retraites – afin de « *relancer la consommation et donc retrouver le chemin de la croissance* », laquelle seule peut permettre de « *redonner un emploi à tous et à toutes* ». Et d'exiger la défense des frontières économiques, une juste réforme fiscale, le soutien à l'agriculture comme aux petites et moyennes entreprises ou industries (PME-PMI), etc. Conclusion du père, en forme de programme pour sa fille : « *Depuis une dizaine d'années, le partage évolue au profit du capital financier. (...) Ajouter à cela les mesures de déremboursement et de franchises en matière de santé et la remise en cause des systèmes de retraite, c'est choisir une voie ultralibérale en contradiction profonde avec les aspirations et les traditions de notre pays.* »

L'avantage des partis irresponsables, insiste Ignazi, c'est de promettre à la fois que, « *demain, on rasera gratis et on ne paiera plus d'impôts* ». A condition que « *l'Etat social rime avec préférence nationale* » – dans l'Europe du Sud et de l'Est, grignotée par la misère, comme dans celle du Nord, encore replète. Et pourvu qu'une confusion générale camoufle les vrais enjeux. Autre exemple : l'extrême droite prétendait miser sur les Etats pour résister au capital transnational, et voilà que la Ligue du Nord et le Vlaams Belang prônent la sécession de la Padanie comme de la Flandre. Le culte de l'identité régionale se substituerait-il à celui de l'identité nationale ?

Un dénominateur commun, toutefois, se dégage, sauf dans le cas français : le soutien à Israël. Début décembre, une trentaine de dirigeants d'extrême droite – dont le Néerlandais Geert Wilders (10), le Belge Philip Dewinter et le successeur de Jorg Haider, l'Autrichien Heinz-Christian Strache – ont séjourné en Israël, accueillis avec les honneurs dus aux hôtes de marque. Qui se ressemble s'assemble : le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères Avigdor Lieberman – décidé à débarrasser de ses Palestiniens un Etat qu'il veut juif – a conversé chaleureusement avec M. Wilders, qui rêve, lui, d'interdire le Coran.

La European Freedom Alliance (EFA), dont se réclamait cette délégation, constitue la branche européenne de l'association américaine éponyme. Quarante-deuxième fortune de Los Angeles (11) (environ 750 millions de dollars), le mécène Aubrey Chernick prône, avec la « *Déclaration de Jérusalem* », une alliance des démocraties contre cette « *nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme* ».

**D**E RETOUR en Europe, plusieurs de ces touristes d'un genre nouveau ont participé à Paris aux « *Assises contre l'islamisation* », organisées par les groupuscules Riposte laïque et Bloc identitaire – inventeurs des « *apéros saucisson-pinard* » et des soupes populaires au porc –, avec l'appui du site ultrasonniste et ultra-atlantiste Drzz.fr. Il ne s'agit donc plus de l'éternelle revanche des guerres coloniales – motif du ralliement, en 1967, d'une partie des droites radicales à la guerre d'Israël –, mais d'un soutien à ceux qui combattent sur la première ligne de front contre « *l'islamisation de l'Occident* ».

Grotesque, dira-t-on : comment vingt-cinq millions de musulmans imposeraient-ils la charia aux cinq cents millions de citoyens de l'Union ? Ce serait sous-estimer l'efficacité d'une manipulation inégalée des esprits, quand le phantasme du « *choc des civilisations* » prend corps sous nos yeux. Tandis que les islamistes surfent sur les humiliations et les frustrations du monde arabo-musulman, les néoconservateurs instrumenta-

lisent l'islamophobie en pointant du doigt un antisémitisme parfois violent, mais idéologiquement marginalisé (12).

Le 10 décembre, à Lyon, Marine Le Pen, « *oubliant* » le manque de mosquées dans tant de villes, qualifiait les prières de rue musulmanes d'« *occupation* » sans « *blindés* » ni « *soldats* ». Coïncidence ? Et si ce nouveau cocktail pimenté constituait la meilleure preuve de la nouvelle offensive de cette nébuleuse située à droite de la droite ?

Certes, les décennies qui suivent la seconde guerre mondiale ont peu en commun avec les années 1920 et 1930. Mais le danger, pour se présenter différemment, n'en est pas moins inquiétant : non pas une prise soudaine du pouvoir par les héritiers du fascisme, mais leur conquête progressive de l'hégémonie intellectuelle dans les sociétés civiles. Comme du Gramsci à l'envers.

Dans ses *Cahiers de prison* (13), le théoricien marxiste sarde écrivait que l'Etat se protège par « *un système de casemates (appareils d'Etat de contrôle, culture, information, école, formes de la tradition) qui excluent la possibilité d'une stratégie d'assaut, puisqu'elles doivent être conquises une à la fois. C'est pourquoi une guerre de positions est nécessaire, c'est-à-dire une stratégie dirigée à la conquête des différents et successifs niveaux de la société civile* »...

DOMINIQUE VIDAL.

(8) *Le Point*, Paris, 11 août 2008.

(9) Après avoir rendu l'habituel hommage à Jeanne d'Arc ([www.frontnational.com](http://www.frontnational.com)).

(10) Selon l'Agence France-Presse (AFP), « *Wilders a plaidé contre la restitution de territoires en échange de la paix avec les Palestiniens, proposant l'installation "volontaire" des Palestiniens en Jordanie* ». Il a aussi défendu les colonies juives en Cisjordanie comme de « *petits bastions de la liberté, défiant des forces idéologiques qui nient non seulement à Israël, mais à tout l'Occident, le droit de vivre dans la paix, la dignité et la liberté* ».

(11) « *The 50 wealthiest Angelinos : Aubrey Chernick - #42* », *Los Angeles Business Journal*, 24 mai 2010.

(12) Ce que démontre, année après année, le rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH, [www.cncdh.fr](http://www.cncdh.fr)).

(13) Gallimard, coll. « *Bibliothèque de philosophie* », Paris, 1996 (éd. orig. : 1947).

*l'institution de base du mariage* ») ; contre l'instauration d'une éducation civique à l'école (« par laquelle la gauche entend diriger la volonté des enfants et modeler leurs consciences », selon M<sup>me</sup> Alicia Delibes, vice-conseillère à l'éducation de la communauté de Madrid) ou contre l'allongement du délai légal de l'avortement (« *Le pire recul démocratique en trente ans de démocratie, car, pour la première fois, un groupe de personnes, celles qui ne sont pas nées, peuvent être éliminées de manière terrible et sans droit à aucune défense* », martèle M. David Pérez, porte-parole du groupe à l'Assemblée de Madrid).

Le PP va aussi réactiver l'idéologie franquiste de l'unité nationale, c'est-à-dire la méfiance envers les autonomies régionales. En 2006, M. Eduardo Zaplana, porte-parole du PP, déclarait que, dans le gouvernement de M. José Luis Zapatero, « gagnent ceux qui veulent détruire l'Espagne ». Dans la même veine, il appuie en 2010 certaines municipalités qui refusent aux migrants en situation irrégulière l'accès aux services de santé et d'éducation.

### UN PARTI FASCISTE QUI ABANDONNE SES VIEUX HABITS IDÉOLOGIQUES

Mais Rome n'est pas Madrid. Le PP espagnol a marginalisé l'extrême droite quand, en Italie, le courant « postfasciste », incarné par l'actuel président de la Chambre des députés Gianfranco Fini, et le courant « séparatiste », de la Ligue du Nord de M. Umberto Bossi, restent tous deux puissants.

Coïncidence ? Certainement pas : le Mouvement social italien (MSI) – le parti surgi des cendres du fascisme après guerre – échappa au ghetto où la I<sup>re</sup> République (1947-1994) l'avait confiné lorsque M. Silvio Berlusconi descendit dans l'arène. Le long flirt entre celui-ci et M. Fini atteint son apogée avec la fondation du Peuple de la liberté (PDL), parti unique de centre droit. Or celui-ci, telle une bonne fée, a porté sur les fonts baptismaux, en 1994, la jeune Alliance nationale (AN), sous le nom de laquelle le parti fasciste a changé de peau, abandonnant ses vieux habits idéologiques (2), en particulier les préjugés antijuifs et proarabes typiques de la droite dans la péninsule.

Ce fut le prélude à la construction, inédite dans l'histoire italienne, d'un parti de droite « à l'européenne », à cheval sur les traditions populaires allemande et gaulliste, à même paradoxalement d'assumer des positions parfois plus « progressistes » que le Parti démocrate (PD) en matière de droits civils (de la fécondation assistée à la reconnaissance des couples de fait, en passant par le droit de vote des migrants légaux)...

L'ultime étape de cette transition se joue depuis quelques mois dans une confrontation directe avec M. Berlusconi, dont M. Fini semble devenu le principal adversaire. De fait, si ce dernier a longtemps exploité son rapport privilégié avec le président du Conseil, quitte à endosser une partie de ses dérives personnelles, l'apparition d'un parti unique de centre droit – qualifiée a posteriori d'« erreur (3) » par le chef de l'AN – a ôté aux transfuges de ce parti toute marge de manœuvre autonome.

Voilà pourquoi M. Fini a fini par se heurter à la figure encombrante du Cavaliere, englué dans des scandales sexuels et judiciaires dignes du Bas-Empire. Avec la désertion de l'Union du centre (UDC), un des produits de la décomposition de la « baleine blanche » – surnom de la Démocratie chrétienne –, et face à l'inaction du PDL, réduit à l'invention d'obstacles à l'« acharnement » de la magistrature contre le prési-

dent du Conseil, le centre de gravité du gouvernement a fait mouvement vers la Ligue du Nord. Et cette dernière, à la différence de l'AN, a préféré s'allier à M. Berlusconi sans pour autant se fondre dans le PDL.

D'où l'ambition désormais affichée par M. Fini de devenir calife à la place du calife – et la surexposition de sa « différence ». Ce faisant, il a ressuscité deux principes caractéristiques de la droite d'hier, sacrifiés pour cause d'étreinte avec le berlusconisme : la légalité et le culte de l'Etat, piliers du jeune Futur et liberté pour l'Italie (FLI). Fondé en novembre 2010 en réaction à l'expulsion du chef de l'AN du PDL, ce parti se présente comme une alternative modérée, constitutionnelle et sociale au berlusconisme.

Si son parcours paraît moins tortueux, la Ligue du Nord n'en dépend pas moins des aventures de l'actuel président du Conseil. Allié avec Forza Italia pour constituer le premier gouvernement Berlusconi, ce mouvement « antisystème » prônant la sécession, puis la fédération, porte-parole des instances les plus agressives des milieux patronaux, a connu lui aussi une profonde mutation.

Transformé en parti de gouvernement, il conforte ses pouvoirs locaux en participant aux institutions nationales. Aux élections régionales de 2010, la Ligue a rassemblé, dans ses huit régions-phares, 19,77 % des suffrages – et même 35,15 % en Vénétie. Certains commentateurs se demandent si « la Ligue est encore fédéraliste » et si elle n'a pas trahi ses idéaux pour s'installer aux commandes (4).

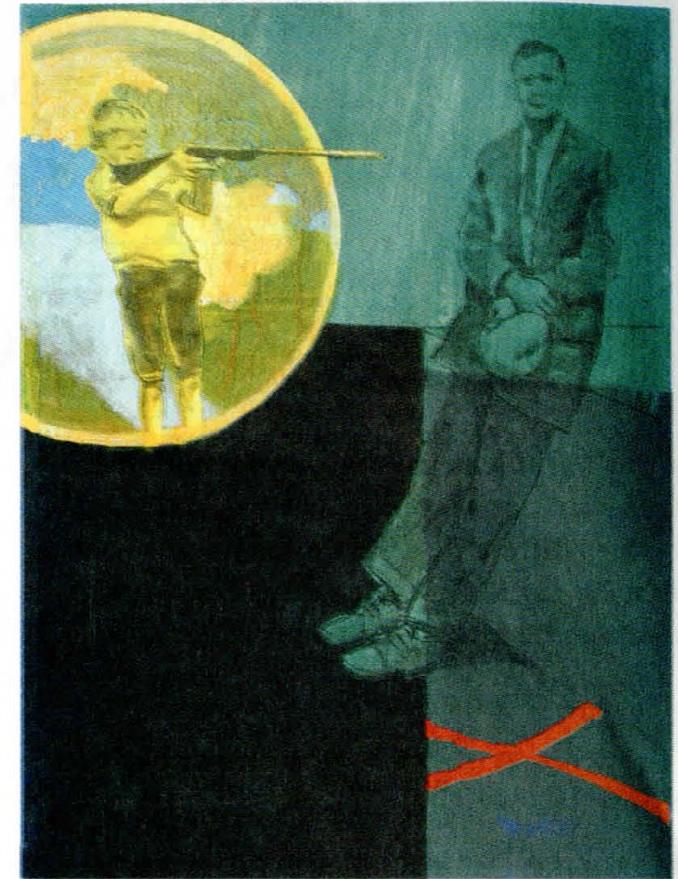
En pratique, elle se livre à un grand écart entre pragmatisme et mythologie de la « Padanie » – une entité aux origines douteuses, censée unir tous les peuples de l'Italie septentrionale, héritière de la civilisation celte et dépositaire des racines chrétiennes de l'Europe. Plus que la dénonciation de « Rome la voleuse », qui ne sert qu'à mobiliser la base, c'est sa participation aux institutions qui favorise la tutelle des intérêts (égoïstes) du Nord dont la Ligue se veut le porte-parole.

### LA LIGUE DU NORD INCARNE UNE POLITIQUE ANTISOCIALE ET HOSTILE AUX IMMIGRÉS

Si le berlusconisme est un laisser-faire sans libéralisme (5), la Ligue exprime un libéralisme sans laisser-faire : elle n'en assume que les dimensions antisociale et xénophobe – comme avec la triste invention des « rondes citoyennes » contre la « criminalité extracommunautaire ». Mais la polémique sur l'immigration clandestine sert de test pour une attaque plus vaste contre les règles du marché du travail, afin de « libérer » ce dernier des « contraintes » sociales, dans le cadre d'une tutelle clientéliste sur ses propres territoires : le parti de M. Bossi devient ainsi le principal héritier du combat contre l'« assistentialisme » de feu la Démocratie chrétienne.

Les deux droites italiennes emphatisent leurs différences, mais elles n'ont rien d'incompatible. Les noms de leurs deux dirigeants respectifs ne se retrouvent-ils pas côte à côte au bas de la principale mesure politique adoptée par le centre droit ces dernières années : la loi Bossi-Fini sur l'immigration (2002), une des plus dures du Vieux Continent ?

Certains observateurs insistent sur la sincérité du tournant démocratique de M. Fini, évoquant son douloureux divorce d'avec la femme exaltée qu'il avait rencontrée du temps de leur militance fasciste (6). Son profil modéré n'en paraît pas moins une mutation avant tout tactique, adaptée à la vision de grands patrons désireux de prendre leurs distances avec le dernier cycle d'un berlusconisme finissant (mal).



FELIX WEINOLD. – « Mann im Mond » (Homme dans la lune), 2010

En vingt ans, la Confindustria, l'organisation patronale, a alterné son soutien au « modéré » Romano Prodi (qu'elle préfère) et à l'« extrémiste » Berlusconi (qu'elle supporte... de moins en moins). En arrachant la confiance de la Chambre, le 14 décembre, le président du Conseil a néanmoins démontré qu'il n'était pas encore hors jeu. Bien qu'il l'ait emporté en achetant les voix de quelques députés « finistes », son sort dépend désormais de la Ligue.

Il n'empêche : grâce à cette victoire à la Pyrrhus, M. Berlusconi peut préparer les législatives anticipées en position de force : une transition sans lui s'avérant impossible, il pourra, en tant que chef du gouvernement, choisir une loi électorale qui lui soit favorable. Quant à M. Fini, il sort à l'inverse diminué de ce vote, qu'il appelait pourtant de ses vœux. Non seulement la défection de quelques-uns de ses parlementaires a permis la victoire du Cavaliere, mais l'espace qu'il voulait conquérir à droite se referme. De fait, l'UDC et d'autres forces mineures viennent d'annoncer la naissance d'un nouveau Pôle du centre.

RAFFAELE LAUDANI ET LAURENT BONELLI.

(2) M. Fini a symboliquement « bouclé la boucle » lors d'une visite officielle en Israël en 2003, quand, devant le mur des Lamentations, kippa sur la tête, il a qualifié les fascismes de « mal absolu du XX<sup>e</sup> siècle ». Cf. Piero Ignazi, *Postfascisti ? La trasformazione del Movimento sociale in Alleanza nazionale*, Il Mulino, Bologne, 1994.

(3) *Die Welt am Sonntag*, Berlin, 7 novembre 2010.

(4) Luca Ricolfi, « Ma la Lega è ancora federalista ? », *La Stampa*, Turin, 10 septembre 2010.

(5) Lire Carlo Galli, « M. Berlusconi, théoricien de la débrouille », *Le Monde diplomatique*, septembre 2009.

(6) Reste à éclaircir le rôle du « modéré » Fini, alors vice-président du Conseil, dans les événements tragiques du G8 de Gênes (2001), lorsque la police forçait les manifestants qu'elle torturait à crier : « Viva il Duce ! » (Nick Davies, « The bloody battle of Genoa », *The Guardian*, Londres, 17 juillet 2008).

# Adieu à la tolérance néerlandaise

**Des tribuns virulents, tel M. Geert Wilders, ont accompagné de leurs diatribes l'essor d'une extrême droite qui, il y a quinze ans, était quasi inexistante aux Pays-Bas.**

PAR RINKE VAN DEN BRINK \*

**L**E 29 décembre 1997, le député d'extrême droite Hans Janmaat est condamné à deux semaines de prison et à 3 400 euros d'amende pour incitation à la haine raciale : il s'était engagé, le 27 octobre 1994, à l'issue d'une manifestation, à mettre fin dès que possible à la société multiculturelle. Pourtant, nul n'avait porté plainte contre son programme électoral – lequel, sous le mot d'ordre « A chaque oiseau son nid semble beau », prônait l'instauration de camps de travail pour les demandeurs d'asile et le renvoi des immigrés chômeurs...

Douze ans plus tard, le 14 juin 2009, le député d'extrême droite Geert Wilders déclare qu'il faut « *extrader d'Europe (...) des millions, voire des dizaines de millions de musulmans (1)* » – des « *criminels* » dont le programme prévoit ou envisage l'instauration de la charia en Europe. La justice ne s'en émeut pas.

Comment le pays d'Erasmus et de Spinoza a-t-il pu s'habituer à un discours politique aux antipodes de la tolérance dont les Pays-Bas se targuèrent si longtemps ? Hier, l'extrême droite y restait quantité négligeable, malgré un système à la proportionnelle généralisé : aux élections de 1994, ses

diverses factions totalisaient 2,4 % des voix et trois députés. Désormais, les propos les plus enragés sont devenus banals.

C'est qu'entre-temps vint le 11-Septembre. Trois semaines auparavant déjà, Pim Fortuyn, un transfuge de la gauche, dandy homosexuel et islamophobe acharné, était entré en politique en s'en prenant au « *tabou* » du multiculturalisme. Comparés à certains de ses propos, ceux du dirigeant belge du Vlaams Belang, M. Philip Dewinter, paraissaient mous. L'assassinat de Fortuyn, le 6 mai 2002, puis celui du cinéaste Theo Van Gogh par un extrémiste islamiste, le 2 novembre 2004, firent le reste. Depuis, la haine domine le débat intellectuel, provoquant une radicalisation générale. Le député libéral Wilders n'a pas échappé au phénomène, notamment sous l'influence d'une de ses collègues, M<sup>me</sup> Ayaan Hirsi Ali. Tous deux partagent le goût de la provocation et possèdent un incontestable talent dans ce domaine.

Le 2 septembre 2004, M. Wilders quitte sa formation et constitue un mouvement qui a pris depuis le nom de Parti pour la liberté (Partij Voor de Vrijheid, PVV). Le transfuge, qui conserve son siège de député, se pose en dernier rempart de la civilisation occidentale face à l'invasion des musulmans barbares : son obsession, c'est l'islamisation de l'Occident. D'où son amitié inconditionnelle pour Israël. C'est contre l'islam qu'il propose de restreindre la liberté des musulmans ; c'est aussi contre l'islam qu'il se fait le héraut de celle des homosexuels.

Ennemi déclaré de la gauche, des élites, de la presse et de l'Europe, M. Wilders pourfend tous ceux qui « *complotent* » contre la nation néerlandaise. Sans craindre les contradictions, cet assistant parlementaire du groupe libéral depuis 1990, lui-même député depuis 1998, prétend ne pas appartenir à cette classe politique qu'il décrit comme « *pourrie* ». Sa virulence explique aussi qu'il vive

sous la protection de gardes du corps et à des adresses secrètes.

Lors des élections législatives de novembre 2006, le PVV obtient 5,9 % de voix et neuf sièges. Son dirigeant a lui-même recruté les candidats. Car son parti ignore tout de la démocratie et fonctionne selon le *Führerprinzip* – le principe du chef. Lequel en est aussi le seul membre. S'il se plaint volontiers du « *cordon sanitaire* » instauré autour de lui, en réalité, c'est lui qui le crée.

L'entrée en force de ses affidés au Parlement en modifie le climat. Ses députés font entrer l'insulte personnelle dans le débat politique. En revanche, quiconque ose riposter sur le même mode à M. Wilders se voit accuser de le « *diaboliser* » et donc de préparer le prochain assassinat politique : le sien. Ce faisant, il n'innove pas : Fortuyn reprochait à ses ennemis de le « *stigmatiser* » en le comparant à Jörg Haider ou à M. Dewinter. « *S'il m'arrive quelque chose, insinuait-il, vous en serez responsable.* »

## **RECULER SUR LES RETRAITES POUR CONCLURE UN PACTE AVEC LE GOUVERNEMENT**

M. Wilders, passé maître en bons mots qui font mouche, ne cesse de grimper dans les sondages, et dans les urnes. Les politologues qui doutaient du caractère durable de sa percée – 17 % – aux européennes de 2009 déchantent lors des législatives de 2010 : le PVV capitalise 15 % des suffrages, raflant vingt-quatre sièges de député sur les cent cinquante de la seconde chambre.

Fort de cette victoire, il tombe le masque et abandonne l'exigence du maintien de la retraite à 65 ans, l'une des priorités de son programme. Cette volte-

face paie : le PVV signe bientôt un pacte avec le gouvernement, minoritaire, des libéraux et des chrétiens-démocrates.

Comme son grand frère de Copenhague, le Parti populaire (Dansk Folkeparti, DF), il va donc fournir une majorité au gouvernement afin que celui-ci puisse faire passer une grande partie de ses projets. En échange, M. Wilders arrache un durcissement considérable de la politique d'immigration, d'intégration et de sécurité. Point trop n'en faut : ses députés bloquent un train de mesures néolibérales, notamment pour faire mine de défendre la santé publique.

Imitant les extrêmes droites nordiques, il combine adroitement la haine de l'islam et des musulmans, mais aussi de la gauche, avec un profil social qui en fait l'allié objectif des syndicats et... de la gauche dans la défense de droits sociaux. Cette combinaison rappelle quelque peu les années 1920 et 1930.

Les faits d'armes de ses proches y font aussi penser. Rien qu'en novembre dernier, pas moins de sept des vingt-quatre députés du PVV ont eu maille à partir avec la police ou la justice pour divers délits : intimidation de voisins, violences, abus sexuels, faux en écriture, conduite en état d'ivresse, dettes massives... Ce ne sont pas des détails, surtout pour un parti qui se targue d'incarner le principe de la loi et de l'ordre – et qui propose le doublement général des peines.

Unique sélectionneur de cette fine fleur de la nation, M. Wilders réagit dans un premier temps avec humilité à cette accumulation de « *casserolés* ». Mais, très vite, il se ressaisit et crie à la chasse aux sorcières. Ce réflexe, lui aussi, fleure bon la vieille extrême droite. Sans doute la « *nouvelle* » n'a-t-elle pas vraiment rompu avec le passé.

\* Auteur de plusieurs livres sur l'extrême droite en Europe et journaliste à la chaîne publique d'information néerlandaise NOS.

(1) Entretien à la chaîne de télévision danoise DR2.